

Front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

organe central du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

2 JUIN 1975 Supplément à Front rouge n° 158 CCP FRONT ROUGE 31. 191. 14 LA SOURCE BP 161 75864 PARIS Cedex 18 1F.

EN AVANT VERS LE QUOTIDIEN !

Ce numéro est le premier numéro bi-hebdomadaire de notre journal. Pendant tout le mois de juin et une partie du mois de juillet, Front Rouge paraîtra 2 fois par semaine. Le lundi sur 4 pages, le jeudi sur 8 pages. Nous engageons ainsi une nouvelle bataille pour la presse communiste, une nouvelle bataille sur la voie du quotidien. Cette bataille, c'est l'affaire de tous nos lecteurs, de tous les amis de notre Parti.

UN PREMIER PAS VERS LE QUOTIDIEN

Front Rouge bi-hebdomadaire, c'est le premier moyen de répondre plus rapidement à l'actualité, de riposter avec moins de retard aux campagnes réactionnaires déclenchées par la bourgeoisie, de faire plus fréquemment le point sur les luttes des travailleurs, les obstacles qu'ils y rencontrent, la manière dont ils les surmontent. En ce sens déjà c'est un premier pas vers le quotidien que nous voulons sortir à la rentrée. Mais Front Rouge bi-hebdomadaire, ce n'est pas que cela. En faisant paraître notre journal deux fois par semaine, nous voulons aussi commencer à rédiger un journal qui par ses rubriques régulières, par ses reportages et ses enquêtes, par ses nouvelles brèves, par la manière dont sont suscitées et utilisés les correspondances des travailleurs, commence progressivement à donner une image de ce que pourra être Front Rouge quotidien. Préparer le quotidien c'est aussi engager dès aujourd'hui ces transformations pour notre journal : la parution bi-hebdomadaire ce mois-ci est faite pour y contribuer.

LE BI-HEBDOMADAIRE C'EST L'AFFAIRE DE TOUS LES LECTEURS

S'engager avec succès dans cette préparation du quotidien, nécessite votre aide à vous tous camarades, lecteurs de Front Rouge, amis de notre Parti... C'est à vous de faire connaître vos propositions pour les nouvelles rubriques régulières qu'il faut ouvrir sur des problèmes jusqu'ici insuffisamment abordés dans l'hebdomadaire : la télé, le cinéma, les livres ; des rubriques aussi sur les jeunes, les femmes, « la qualité de la vie », les chroniques juridiques... C'est à vous de nous faire parvenir le plus souvent possible des correspondances sur ce qui vous semble important de signaler dans votre entreprise, dans votre quartier, dans les meetings ou les réunions où vous allez : chaque lecteur du journal est un correspondant au quotidien... C'est à vous camarades qui êtes particulièrement spécialisés sur telle ou telle question (scientifique, syndicale, histoire du mouvement ouvrier...) de nous écrire pour nous proposer de devenir collaborateur du journal sur ce sujet précis... C'est à vous tous qui lisez notre journal, qui le faites circuler, qui pouvez nous aider à l'améliorer, à en faire une arme incisive capable chaque jour de tracer les perspectives révolutionnaires, d'organiser dans et autour de notre parti tout le potentiel révolutionnaire des masses.

AVEC FRONT ROUGE BI-HEBDOMADAIRE, ELARGISSONS LA DIFFUSION

Mener avec succès la bataille pour le quotidien, c'est aussi assurer une large diffusion du bi-hebdomadaire qui débute cette semaine. Le numéro du lundi ne sera pas en kiosque, seul le numéro du jeudi y sera, parce que la diffusion commerciale de la presse, aux mains de la bourgeoisie, n'est pas adaptée au rythme bi-hebdomadaire. Cela ne doit pas être un obstacle à la diffusion du numéro du lundi. Les camarades, les lecteurs, qui veulent recevoir régulièrement ce numéro peuvent s'abonner ou se faire distribuer directement le journal par les militants de notre Parti. La bataille pour le quotidien c'est aussi étendre le réseau de diffusion. C'est aussi l'affaire de tous les lecteurs : tout lecteur peut recevoir plusieurs journaux s'il veut les diffuser autour de lui, tout lecteur peut nous faire connaître les librairies qui accepteraient de recevoir Front Rouge, et auxquelles nous l'adresserons.

50 MILLIONS POUR LE QUOTIDIEN !

S'armer avec succès dans la bataille pour le quotidien, c'est donner à notre Parti les moyens financiers pour le publier. Tout travailleur conscient sait ce que signifie la soi-disant liberté de la presse : une liberté formelle entravée par le prix exorbitant que coûte la fabrication et la distribution de ce quotidien.

Faire paraître un vrai journal communiste dans une société capitaliste, c'est une bataille de tous les jours. Nos lecteurs le savent bien, qui chaque fois quand nous le leur avons demandé, se sont mobilisés pour soutenir financièrement Front Rouge hebdomadaire. C'est encore à vous aujourd'hui que nous nous adressons : une nouvelle souscription de 50 millions est lancée par notre Parti pour couvrir les investissements nécessaires au quotidien, pour assurer dès le départ sa parution pour plusieurs mois malgré les pressions et le sabotage inévitables que nous fera subir la bourgeoisie. Cette nouvelle bataille, nous devons la gagner. Déjà, dans les rassemblements communistes les travailleurs sollicités pour soutenir le quotidien ont répondu largement à notre appel. Il faut généraliser ce mouvement : chaque lecteur doit souscrire mais aussi collecter autour de lui pour qu'en septembre paraisse enfin un vrai quotidien communiste.

Camarades,

Faisons de ce mois de juin une intense bataille pour la presse communiste. Prenons tous en main la contribution à notre presse. Faisons connaître partout le projet du quotidien. Contribuons de toutes les manières possibles à la rédaction et à l'élaboration de la presse. Diffusons largement le bi-hebdomadaire, multiplions ses lecteurs réguliers ! Engageons fermement la bataille pour les 50 millions.

LUTTES OUVRIERES

(PAGE 2)

DANS les usines malgré le chantage au chômage, l'heure est à l'offensive. Après Chausson en grève depuis 3 semaines, les travailleurs des « Cables de Lyon » à Clichy occupent leur usine.



APRES LE COMITE CENTRAL DU P«C»F

(PAGE 3)

MARCHAIS a déclaré au comité central du P«C»F le 27 mai qu'il existe une base solide pour l'union de la « gauche ». A peine avait-il parlé que la « querelle » P«C»-PS reprenait de plus belle sur la question des « libertés » au Portugal. Cette nouvelle péripétie de la concurrence acharnée dans « l'union » de la gauche illustre bien l'impasse dans laquelle elle s'enfonce.

LE SOMMET DE L'OTAN

(PAGE 4)

FORD exige de ses alliés « un engagement sans réserve » dans une OTAN placée sous leadership US. Au moment où au Portugal, en Grèce, en Turquie est contestée la domination yankee, l'impérialisme US est conduit à renforcer ses pressions. D'où l'importance accordée par Ford à la réunion de Bruxelles.

INTERVIEW DE RENE RAINDORF

(PAGE 4)

RENE Raindorf, juif antisioniste, ancien déporté à Buchenwald, se trouvait aux côtés des camarades de l'OLP à Beyrouth du 19 au 26 mai. A son retour, il a accordé à Front Rouge une interview dont nous publions des extraits.



nouvelles brèves... ...de nos correspondants

VALLOUREC MONTBARD (Côte d'Or)

Sixième semaine de grève avec occupation dans les trois usines pour les 1.800 ouvriers. Ils demandent une augmentation de 200 F. par mois. Les travailleurs organisent la popularisation, auprès des paysans qui ont montré leur soutien en organisant des ventes de produits agricoles à bas prix. Ils ont aussi arrêté des trains, fait des collectes auprès des voyageurs « pour que l'écho de leur combat sorte des limites de la région ».

BONNY SUR LOIRE (Loiret)

Contre les licenciements, lutte à la laiterie : le patron a commencé par licencier 7 travailleurs... et il avait l'intention de continuer. Prétexte : « la laiterie n'est pas rentable ». Après une grève d'avertissement, les ouvriers ont obtenu un engagement écrit du patron selon lequel plus aucun licenciement n'aurait lieu d'ici novembre. Beaucoup de travailleurs, pour renforcer leur lutte, souhaitent l'alliance avec les petits paysans qui donnent leur lait à la laiterie (et n'ont donc aucun intérêt à sa fermeture). Le Comité de lutte contre le chômage de la région de Gien organise activement le soutien.

Les militants du PCR et des travailleurs de la laiterie.

OLYMPIC (Roanne)

Les ouvrières de la bonneterie (une centaine) sont en grève illimitée depuis 10 jours. Elles exigent : 50 F. d'augmentation pour tous. Suppression du rendement.

PARIS 11è - 12è - 20è

Vendredi le Comité de lutte contre le chômage du 11è, 12è, 20è a tenu sa 2è réunion rassemblant une vingtaine de travailleurs. L'un d'eux, contacté sur le marché, expliqua comment l'embauche d'intérimaires avait permis de briser la grève dans son usine : un autre montra comment son patron licencie depuis un an les ouvriers fixes et les remplace (au besoin...) par des intérimaires. Le Comité a discuté des problèmes posés par l'unité des ouvriers fixes ou intérimaires dans les usines et décidé des interventions auprès des travailleurs intérimaires, chômeurs en sursis.

CABLES DE LYON (Clichy) : "1400F par mois... on ne peut pas vivre avec ça..."

« Je suis Turc, je parle mal le Français... On se bat pour les salaires. Cela fait trois ans que je suis en France avec ma famille. Comment peut-on vivre avec 1.400 F par mois ? C'est pas possible... 4 enfants à nourrir, 450 F de loyer... On ne peut pas vivre avec ça ».

Devant l'usine, le long de la Seine, les travailleurs des Câbles sortent de l'AG. Depuis lundi ils occupent leur usine. Une déléguée CGT nous explique les revendications : « 300 F. pour tous, ici il y a des gars qui touchent même pas 1.300 F., ce qu'on veut c'est resserrer la fourchette. 1.000 F. pour tous de prime de vacances, ça va dans le même sens ; maximum des catégories professionnelles pour tous... »

« Ici il n'y a pas de manœuvres, ni d'OS ou d'OP qui tiennent. Moi je suis chef machine, je connais la machine, je suis payé comme un OS, pourquoi ? » intervient un travailleur portugais. « Enfin notre dernière revendication c'est l'arrêt des sanctions contre les délégués », conclut la militante CGT.

Un attroupement s'est formé, des travailleurs immigrés (ils assurent la quasi-totalité de la production) et quelques français. Chacun tient à témoigner, à expliquer ses conditions de travail, la lutte actuelle.

« Jusqu'à présent on avait juste fait des débrayages d'une heure ou deux, mais ça n'avait rien donné, il y avait peu de participation et puis il y avait toujours un atelier qui était moins d'accord... Là, maintenant on est tous dans la lutte... 2.000 gars qui occupent, les piquets... c'est une force ».

Nous demandons si, comme dans d'autres usines des Câbles, notamment

à Gennevilliers, toute proche, il y avait eu des réductions d'horaires.

« Non, la production marchait bien. Au contraire même, ils montent des machines nouvelles qui marchent très vite... et nous, on doit suivre les cadences, ils n'arrêtent pas de monter les vitesses. Avant je travaillais sur une machine, maintenant j'en ai deux à surveiller. Faut dire qu'on fait un travail très spécialisé : les câbles pour le téléphone, l'électricité ou la marine. C'est des secteurs qui marchent ».

Sur un des panneaux accrochés aux grilles de l'usine on peut lire les revendications des grévistes, avec en dessous la signature : « Comité de Grève ». Nous posons des questions sur l'organisation de la lutte. « Dans le Comité de grève il y a des syndiqués CGT, puisqu'ici c'est le seul syndicat, et des gars qui ont été élus par l'AG. Dans les délégations ou les discussions avec la direction c'est l'ensemble du comité qui va ». L'accord syndical CGT-CFDT critiquant les comités de grève, nous demandons à la déléguée CGT ce qu'elle en pense : « Oui, ça n'a pas toujours été reconnu... ça évolue, ça prend de nouvelles formes, c'est sûr ».

Aujourd'hui, les travailleurs des Câbles appellent à populariser leur lutte sur les autres usines : Gennevilliers, Bezons, Lyon... et sur l'ensemble du trust CGE dont dépend les « Câbles de Lyon ». Au niveau du quartier des contacts sont pris, notamment avec Chausson.

Non aux salaires de misère
300 F. pour tous

Pierre MOREL.

USINOR : établir un nouveau rapport de force

Après l'échec de la « journée d'action » dans la sidérurgie, et la manif biron de 300 travailleurs d'Usinor à Paris, — opérations boudruche du P.C.F. — après le refus de la direction de revenir sur ses propositions, les grévistes posent la question de poursuivre la lutte par d'autres moyens.

FAUSSES CONCESSIONS DE LA DIRECTION

- pas de chômage jusqu'en août, après ce sera « négocié » avec les syndicats.
- salaires : 4% hiérarchisés et indexés à la tenue du plan de production (soit 80 F pour l'OS, 400 F pour le cadre) ce qui n'est rien d'autre qu'une prime anti-grève.
- sanction : étude, cas par cas, après convocation individuelle.

RECREER LE RAPPORT DE FORCE AVEC LES NON-GREVISTES

Vendredi, de nombreux travailleurs sont retournés dans leur secteur, bien accueillis ; des pétitions de soutien sont en cours. Gérard, mécanicien au slabbing : « Il faut gagner ceux qui sont passés en

dessous du grillage. Dans mon équipe il y a 70% de mécontents. (On est les laissés pour compte pour la paie) ». Des assemblées d'équipe ont lieu à chaque changement de poste, les grèves « sur le tas » continuent par endroits ainsi que le coulage des cadences ; dans la nuit de vendredi à samedi l'aciérie No 2 était arrêtée et à l'aciérie No 1 il y avait 5 coulées sur 20.

« Ça va repartir parce que le chômage conjoncturel va revenir. Dans ce conflit il y en a qui ont fait le calcul : « s'ils y gagnent tant mieux pour nous » mais maintenant qu'on a échoué parce qu'on était pas ensemble, ils vont être obligés de prendre position — accepter de voir leur paie tous les mois baisser de 200 F ou lutter ». Ce que disent les ouvriers, c'est : « On ne s'est pas battu pour rien, ce n'est qu'un début. Mais à l'avenir, il faudra aussi plus de poigne et plus d'organisation, c'est pas normal de ne pas avoir fait de collectes, il faudra contacter plus de monde, plus de vie syndicale aussi ».

Les camarades d'Usinor tireront le bilan de cette grève avec les travailleurs. Nous en rendrons compte dans un prochain article.

Chausson : renforcer l'occupation

Samedi à Gennevilliers, c'était l'opération « portes ouvertes ». Plusieurs centaines de travailleurs, souvent en famille, sont venus apporter leur soutien à la lutte que mènent les ouvriers de Chausson depuis maintenant trois semaines. Mercredi déjà c'étaient des dizaines de délégations d'entreprises qui, à l'appel du Comité de grève, étaient venues témoigner de leur solidarité. Dimanche, c'est le Méchoui. « A cette occasion des camarades d'Asnières et de Gennevilliers vont se rencontrer, c'est le moment de parler de la grève, de discuter », nous disait un camarade de Chausson-Asnières, continuant : « Des ouvriers commencent à se poser des questions sur la conduite de la lutte. Cette semaine, on a assisté à une série d'attaques contre le Comité de Grève de la part de certains dirigeants syndicaux. Les révisionnistes présents dans le syndicat essayent de bloquer les initiatives des gars. Pour aller diffuser un tract de popularisation sur une autre boîte, il faut passer par l'UL, prévenir la section syndicale... pour les marchés, il faut prévenir les municipalités... »

Rien n'est fait non plus pour coordonner les luttes sur la région, alors que l'usine des Câbles est toute proche et que Air Equipement, où les travailleurs ont remporté une victoire réelle : 115 F. pour tous, 2,6% d'augmentation... est à trois cents mètres, peu de contacts, d'échanges d'expériences entre travailleurs ont eu lieu.

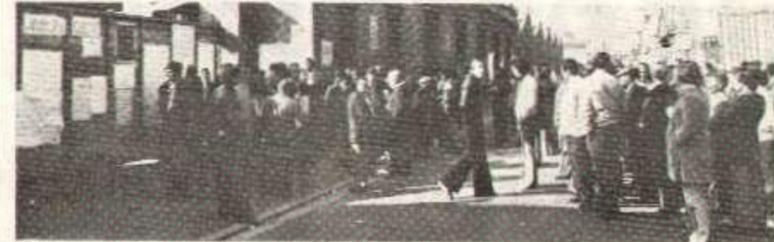
Vendredi le Juge des référés, s'il n'a pas recouru à la force pour faire évacuer l'usine, a demandé l'évacuation des bureaux à Asnières et Gennevilliers pour dimanche 0 heure. Aussi est-il plus que jamais nécessaire de renforcer l'occupation de l'usine et les liens entre Asnières et Gennevilliers, d'élargir le courant de soutien sur la région. L'idée d'une nouvelle manifestation faisant la jonction entre les Câbles et Chausson commence à faire son chemin. Notre Parti popularise largement cette idée et la section de Gennevilliers appelle les travailleurs de la région à entrer en lutte sur leurs propres mots d'ordre.

Les travailleurs de Chausson imposeront leurs revendications.

250 F. POUR TOUS

PARITE AVEC RENAULT

DISSOLUTION DE L'AMICALE DES MAROCAINS (Police d'Hassan II EN France).



Les travailleurs devant le piquet de grève avant l'AG quotidienne

LES POSTIERS REFUSENT D'ACHE- MINER "LE PARISIEN LIBERE"

A peine six mois après leur dernière grève, les postiers de plusieurs centres de tri sont repartis en lutte. Ces nouvelles actions ont démarré à Paris Nord, par le refus des postiers de trier les « Parisien Libéré » venant de Belgique où Amaury les faisait imprimer pour tenter de briser la lutte des imprimeurs contre les licenciements. Devant les menaces de la direction de sanctionner plusieurs postiers pour « viol de la correspondance », faute pouvant entraîner la suspension et des peines de prison, les travailleurs du centre de tri débrayent. Il en est de même à Paris Brune où ont été envoyés les sacs du « Parisien Libéré » refusés à Paris Nord : même refus des postiers, mêmes menaces du directeur, débrayage massif dans la nuit de lundi à mardi. Alors qu'à Paris Nord la grève cesse dès le jeudi 29, elle se poursuit à Paris Brune, suivie dans une très forte proportion. En fait, en plus de la solidarité aux travailleurs du « Parisien Libéré », et le refus des sanctions, ce qui anime la lutte c'est le refus du démantèlement du centre prévu par les PTT : sur un effectif de près de 1.500 employés, plus de la moitié risquent soit d'être licenciés, pour les auxiliaires, soit d'être déplacés dans les centres parallèles. De plus, alors qu'ils avaient obtenu la promesse du directeur du centre qu'il n'y aurait aucune retenue de salaire pour la journée de grève

qu'ils avaient menée dernièrement contre les licenciements d'auxiliaires, ils se sont aperçus sur leur feuille de paie qu'une journée de salaire leur avait été retenue. Mardi 27 les postiers de Paris Brune bloquent les grilles pour empêcher les camions de rentrer dans le centre, les flics interviennent dont 3 cars de brigades d'intervention qui matraquent sauvagement ; plusieurs postiers sont blessés. Dans les autres centres de tri, des assemblées générales à l'appel de la CGT et de la CFDT, décident également de refuser de trier les « Parisien Libéré », votent une motion de solidarité à Paris Brune, et adoptent le principe d'une grève en cas de sanction.

Pour briser la lutte de Paris Brune, la direction des PTT envoie le courrier dans les centres de tri supplétifs créés à cet effet pendant la dernière grève, mais les employés de ces centres refusent de jouer les briseurs de grève et se mettent en grève à leur tour, le 29, à Gennevilliers, Créteil, Melun, Trappes, et posent leurs propres revendications, notamment la titularisation des auxiliaires.

Actuellement, la direction a ouvert des négociations sur certaines des revendications posées, les luttes ont momentanément cessé en plusieurs endroits ; mais la mobilisation demeure très forte dans les centres de tri.

Le 1er juin 1975

PRIX : + 0,9 % EN AVRIL, GISCARD A COURT D'ARGUMENTS

Le 12 juin 1974, Fourcade déclarait sans ambage : « notre ambition est de retrouver un rythme (d'inflation) inférieur à 1% par mois avant la fin du second semestre et d'atteindre 0,5% avant un an (16% par an) ». Un an après, presque jour pour jour, on apprend que, selon l'indice officiel, le coût de la vie a augmenté de 0,92% en avril 1975 (de 1,2% selon l'indice CGT). Comme la progression mensuelle de l'indice n'est encore jamais, jusqu'à ce jour, descendue au dessous de 0,7% on voit ce que valaient les belles déclarations de Fourcade juste après sa nomination. Au lieu d'un rythme de 6% l'an, on en est encore à 10,8% l'an. Le « plan de refroidissement » n'a jusqu'à maintenant donné, du moins pour les travailleurs que de piètres résultats !

Pourtant, si l'on s'en tient aux explications que nous fournissaient, il y a un an, Giscard et son ministre des finances, on ne voit pas pourquoi... n'a pas marché.

• « La hausse des prix est la conséquence de l'augmentation des prix du pétrole » : Depuis un an, le prix du pétrole, comme d'ailleurs celui de nombreuses matières premières n'a cessé de baisser, les dollars, qui servent de moyens de paiement, s'étant constamment dévalorisés.

• « La hausse des prix est due à la surchauffe de la machine économique, à la saturation de capacités de production » : Aujourd'hui, l'Institut de la Statistique indique que la production industrielle stagne ou même régresse dans nombre de secteurs. La « surchauffe » est donc bien refroidie !

• Le dernier argument, c'était que les travailleurs bénéficiaient « d'un surplus de pouvoir d'achat (né de la très forte hausse des salaires) ». Voilà quelle était, selon Fourcade, la troisième cause de l'inflation. L'argument ne tient plus aujourd'hui que des centaines de milliers de travailleurs sont allés grossir les rangs

des chômeurs, et que les revendications salariales de tous rencontrent depuis un an la plus grande intransigeance.

Et pourtant, l'inflation est toujours là, un peu réduite certes, par rapport à 1974, mais, compte tenu de la stagnation des salaires depuis un an, avec des effets aggravés pour les travailleurs. Ainsi se trouve confirmé ce que notre Parti affirmait déjà en juin 1974 : la bourgeoisie ne cherche principalement à réduire l'inflation que dans la mesure où celle-ci entrave la concurrence de ses produits à l'extérieur des frontières de la France. Et le prix de cette réduction, toute relative, de l'inflation, ce sont encore les travailleurs qui le payent par le blocage de leurs salaires.

Quant à l'affirmation, maintes fois répétée par Giscard, pendant et après sa campagne électorale, selon laquelle « il est possible de conjuguer la lutte contre l'inflation et le maintien du plein emploi », on voit aujourd'hui

d'hui ce qu'il en est advenu : les seules choses qui se soient conjuguées, ce sont la poursuite de l'inflation et l'aggravation massive du chômage. Fameux bilan, en vérité !

Aujourd'hui, l'augmentation de 2,5% du SMIC, qui passe ainsi de 6,95 F. à 7,12 F. (et non 7,90 F. comme le publient L'HUMANITE et LE MONDE datés du 31 mai), face à cette hausse incessante du coût de la vie, apparaît véritablement comme dérisoire. Au contraire, les revendications sur lesquelles sont entrés en lutte des milliers de travailleurs apparaissent tout à fait justifiées : 300 F. pour tous, 1.800 F. minimum !

La réalité démontre jour après jour tout le cynisme des arguments de la bourgeoisie pour justifier ses appels à la collaboration de classes, pour justifier sa politique de crise.

A la bourgeoisie de payer sa crise !

Frédéric MONTAGNET.

APRES LE COMITE CENTRAL DU P" C" F

les révisionnistes impuissants à résoudre leurs contradictions

Le dernier comité central du P«C»F donne une preuve nouvelle de l'impasse dans laquelle s'enfoncent le révisionnisme, et, par là, de son déclin inéluctable. Qu'en ressort-il en effet ?

PERSPECTIVES POLITIQUES : ZERO

Le programme commun reste la seule proposition politique du comité central révisionniste et l'union de « la gauche » le seul moyen pour le faire triompher.

Mais, est-ce un rabâchage plat et insipide sur une « union » qui est déchirée de toutes parts qu'on peut attendre d'un parti qui se dit révolutionnaire ? « Il faut consolider et élargir autour du programme commun l'union dans l'action de toutes les forces populaires » dit Marchais. Comment, mieux que par cette phrase, exprimer la distance extrême, la contradiction complète qu'il y a entre les besoins des masses et l'avenir que nous proposent les révisionnistes ? Car qu'on sache, le programme commun n'a pas changé de nature depuis sa signature, il est toujours, comme l'a dit le radical de « gauche » Caillavet un « programme de collaboration de classes ». Il propose un aménagement du capitalisme, une meilleure gestion, des « réformes limitées » dont Marchais, pendant la campagne électorale, promettait qu'elles n'entraîneraient « ni

spoliation, ni chambardement ». Or, comment les masses de notre pays sauraient-elles se contenter, aujourd'hui, alors que la bourgeoisie prend des mesures pour leur faire payer la crise, d'un tel replâtrage ? Il faut en finir avec cette société, c'est l'exigence qu'on rencontre de plus en plus chez les travailleurs. Il faut en finir avec le chômage, l'inflation, mais aussi avec toute l'organisation capitaliste de la société ! Devant de telles exigences, le comité central du parti soi-disant révolutionnaire est muet, incapable d'y répondre et il ne peut, dans l'avenir, qu'influencer de moins en moins de couches de notre peuple.

LE P«C»F A LES MAINS LIEES

Alors qu'il s'efforce par tous les moyens, y compris le « durcissement » de sa tactique dans les luttes, de contrôler le combat des travailleurs, le P«C»F est en même temps dans une position de passivité vis à vis du PS. Il accuse les coups et ploie l'échine. Aux contradictions que sa ligne essuie en permanence dans les masses vient s'ajouter l'impasse complète de l'alliance avec le PS, qui se renforce à ses dépens.

Le comité central n'a pu qu'entériner ce fait et Marchais, penaud, a déclaré, après avoir passé en revue tous les méfaits avérés du PS, « bien que cela soit pour nous un sérieux motif de

préoccupation, il nous faut bien en prendre acte ». Quel aveu d'impuissance !

Mais de ces méfaits du PS, croit-on que Marchais va soudain conclure à la rupture, au changement de stratégie ? Non, bien au contraire, il ne craint pas, quelques lignes après, de déclarer « la collaboration avec les socialistes peut donc s'établir sur une base solide ». Base solide en effet que l'allégeance réitérée de Mitterrand à Blum l'anti-communiste ! Base solide en effet que les promesses de Mitterrand de faire payer aux travailleurs le « redéploiement » des capitalistes français ! Base solide que les avances mutuelles que se font Giscard et Mitterrand !

Cette double déclaration montre le P«C»F pris dans une contradiction insoluble : à la fois il est obligé de critiquer le PS pour ne pas se couper de la base qu'il influence encore et pour empêcher que le PS ne se renforce trop ; mais d'autre part il n'a pas de solution de rechange à proposer aux masses qu'il a dupées depuis tant d'années, et il est encore contraint de maintenir l'« union de la gauche ».

Cette défensive, cette faiblesse par rapport au PS, on l'observe nettement ces jours-ci sur deux points : d'abord la question du journal portugais « Republica » : l'encre de la « déclaration des libertés » à peine sèche, le P«C»F se voit sommé par Estier du PS de prendre la défense de Soares du PS

portugais ; il faut faire un pas de plus, demande le PS, comme viennent de le faire les révisionnistes italiens et espagnols en prenant la défense de la « liberté d'expression » au Portugal. Deuxièmement, le P«C»F est aussi contraint, à la suite des accusations de « stalinisme » portées par la dernière convention du PS, de se démarquer à nouveau de l'Union soviétique, de Lénine et de Staline : pour ne pas effaroucher les couches petites-bourgeoises qu'il veut gagner électoralement et pour confirmer ses garanties à la bourgeoisie, il répète son « auto-critique » sur son passé et réaffirme sa rupture complète avec le marxisme-léninisme.

LE DECLIN REVISIONNISTE

L'usure du programme commun, sa contradiction de plus en plus apparente avec les aspirations des masses, d'une part, la faiblesse et la désunion de la « gauche », les attaques et les progrès de Mitterrand dans le cadre de cette alliance d'autre part, montrent le P«C»F sous son vrai jour de parti déclinant. Il faut rompre avec son combat d'arrière garde, il faut construire autour de notre Parti une grande force, rassembler les masses pour la seule solution réaliste aujourd'hui : la révolution pour instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Paul LEFORT.

en bref

DRANCY : AGRESSION SIONISTE CONTRE DES CAMARADES

Lundi dernier, un commando fasciste du FEJ, organisation sioniste a attaqué, à Drancy, deux militants lycéens, défenseurs de la cause palestinienne.

— Cette agression montre que la seule arme des sionistes devant le soutien toujours plus grand au peuple palestinien dans la jeunesse de notre pays, c'est la violence fasciste.

— C'est la forme d'action employée couramment par les sionistes en France et ailleurs. Cette agression rappelle les assassinats des militants palestiniens comme Mahmoud el Hamchari.

— Une telle agression montre aussi que les commandos sionistes sont tolérés par la bourgeoisie qui les laisse agir impunément.

— Cet acte fasciste est le correspondant dans notre pays, du pillage, de l'agression, des tortures que fait subir « Israël » aux peuples palestinien et arabes.

Mais la victoire du peuple palestinien est absolument certaine. C'est ce qui met en rage les sionistes.

La mobilisation lycéenne a été massive contre cette agression.

MOBILISONS-NOUS CONTRE LES AGRESSEURS FASCISTES.

SOUTENONS LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN.

Drancy. Cellule PCR(ml), 28.5.75

LA CRISE EN URSS DES SOLUTIONS CAPITALISTES.

F. Cohen du P«C»F a dû reconnaître à la tribune d'une conférence organisée jeudi dernier par son parti que l'URSS et les pays de l'Est « n'ont pas de protection automatique contre les effets de la crise ». Il a déclaré que trois mesures sont prises actuellement pour remédier à l'influence du marché mondial : la restructuration de l'économie, l'accent mis sur la productivité du travail, et le développement des exportations. Cela nous rappelle quelque chose ; il s'agit en effet des mêmes mesures que celles proposées par Giscard pour le « redéploiement » de l'impérialisme français.

Voilà une preuve nouvelle que les pays qui ont restauré le capitalisme ne peuvent trouver à la crise que des solutions capitalistes, comme les pays capitalistes occidentaux.

MARCHAIS

LA GIROUETTE

Voilà à peu près un an, Marchais déclarait dans son rapport au comité central du P«C»F du 10 juin 74 : « Que sera le changement ? La révolution ? Non. Nous proposons seulement la mise en œuvre d'un ensemble cohérent et limité de réformes ».

A Nanterre, le 26 mai il vient de reprocher à Mitterrand « une analyse aboutissant à la conclusion que l'heure du socialisme n'a pas sonné ». Il critique donc aujourd'hui ce qu'il disait lui-même hier, tout en soutenant que la politique du P«C»F n'a pas changé. Blanc hier, noir aujourd'hui, on ne saurait faire confiance aux girouettes qui tournent au gré des possibilités électorales !

LA PREPARATION DES ASSISES SUR LES MALADIES PROFESSIONNELLES ET LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

un médecin du travail témoigne : "On ma dit... vous devez collaborer"

Suite à l'article paru dans le dernier numéro de Front Rouge, nous avons reçu le témoignage d'un médecin du travail licencié pour « faute grave » parce qu'elle avait voulu s'intéresser de trop près à la santé des ouvriers.

Nous publions ce témoignage particulièrement révélateur du caractère démagogique et inapplicable de la loi. Voilà qui contribuera à dénoncer un code du travail fait pour masquer la responsabilité de l'organisation capitaliste du travail, (derrière le dédale technique de la description de ses conséquences), violé de surcroît en permanence par la bourgeoisie.

Voilà une pièce au dossier de ces Assises qui doivent contribuer à miner les illusions réformistes.

Dans un service de médecine du travail inter entreprises à Fresnes, je suis embauché en 1972, comme médecin du travail, jeune médecin n'ayant pas encore le diplôme de médecin du travail. Durant 10 mois, j'ai effectué des visites systématiques du personnel des petites en-

treprises du secteur géographique ; celles-ci employaient de 2 à 100 ouvriers (supermarchés, électromécanique, garages, teinturerias, gravure sur cuir). De plus comme l'exige la loi, j'effectuais des visites d'entreprises. Ces visites ont entraîné des mises en garde de la part de la direction du service inter entreprises : « Vous devez être prudente, vous devez collaborer avec les patrons ».

Dans 2 ou 3 entreprises, des visites communes avec l'inspecteur du travail ont imposé des diminutions d'horaires de travail, au-dessous du maximum permis et quelques améliorations :

- sanitaires
- salles de repos
- nouvelle cabine de peinture dans un garage...

A la suite de visites systématiques m'ayant permis de constater des troubles neurologiques chez les travailleurs, et après avoir pris conseil auprès du médecin inspecteur du travail dont je dépendais, j'ai demandé des prélèvements d'atmosphère dans les ateliers où ces

ouvriers utilisaient des solvants (teinturerias, gravure sur cuir, ateliers d'optique dans lesquels sont manipulés des solvants benzéniques). Les employeurs avaient été prévenus du passage prochain du laboratoire d'analyses, par mes soins. Après le passage du laboratoire et avant même de connaître les résultats du prélèvement, les patrons des entreprises concernées ont menacé la direction du service médical de quitter l'association (association privée qui organise cette médecine du travail, subventionnée par les patrons) s'ils conservait ce médecin trop gênant.

Sans qu'aucune commission ne se soit réunie, j'ai reçu une lettre de licenciement avec préavis de 3 mois précisant que « j'avais outrepassé mes droits » en demandant ces prélèvements d'atmosphère.

Sur ma demande et selon la loi, la Commission de contrôle (équivalent du Comité d'entreprise), composée de 5 membres (3 ouvriers et 2 patrons) s'est réunie : 2 membres étaient absents, un vote effectué par 7 personnes dont 5 patrons

A l'issue du Tribunal Populaire de Liévin et à la demande de nombreux travailleurs, syndicalistes, hospitaliers mobilisés à cette occasion la Commission Populaire de Liévin, a décidé d'appeler à la tenue d'Assises sur les Accidents du Travail et les maladies professionnelles les 14 et 15 juin à Paris pour élargir le procès à l'ensemble de l'organisation capitaliste du travail. Non, les accidents du travail et les maladies professionnelles ne sont pas une FATALITE ! Oui, la lutte est POSSIBLE ! Pour tout contact avec la Commission de Préparation des Assises, envoi de signatures, de dossiers noirs ou le soutien financier, écrire :

Dr. Mireille BECCHIO
56 rue des Guipons
94800 VILLEJUIF

venus se plaindre, a transformé le licenciement en licenciement pour faute grave donc sans préavis ni indemnités de licenciement.

J'ai gagné le procès engagé à la suite de ce licenciement : indemnité de 4.000 F pour « préjudice moral en raison du caractère illégal de la procédure de licenciement, sans qu'il y ait eu de débat sur les raisons réelles du licenciement ».

La manière d'exercer la médecine du travail n'a été à aucun moment abordée dans le procès verbal du jugement.

Articles D.241 - 21 du code du travail.

2).... « le médecin fait effectuer les prélèvements, analyses et mesures qu'il estime nécessaires, sauf recours de l'employeur à l'inspecteur du travail, qui décide après avis du médecin inspecteur du travail ».

Ces examens sont effectués, aux frais de l'entreprise, dans un laboratoire agréé par le ministère chargé du travail ».

télévision " L'affaire Rosenberg " : Le rôle de la police, de la justice et de la justice et de la presse

En présentant à la télévision l'« affaire Rosenberg », on a voulu nous montrer les « mécanismes de l'intolérance » qui faussent le fonctionnement « normal » de la « justice ». N'avons-nous pas eu en France l'« affaire Dreyfus », l'« affaire Calas » ?

Ce que nous avons vu, en fait, c'est le rôle « normal » de la justice bourgeoise, de sa police, avec le puissant appui de la presse, de la radio, de la télé. Pourquoi le procès Rosenberg ? Pour « défendre la société américaine », « le monde libre » contre l'« agression communiste ». A la suite de la 2ème guerre mondiale, l'Union Soviétique de Lénine et de Staline n'est plus le seul pays socialiste au monde. Les mouvements de libération nationale se développent. En 1949, le peuple chinois s'est totalement libéré. Mais l'impérialisme américain, sorti de la 2ème guerre mondiale renforcé au détriment de ses rivaux, étend sa domination sur toute une partie du monde. Et pour justifier son agression contre les peuples, il désigne une cible : « la subversion communiste contre le monde libre ! ». En Corée par exemple. L'impérialisme US doit donc briser, dans son propre pays, tout mouvement de solidarité avec les peuples en lutte.

Pour cela il faut frapper fort, faire un exemple. Il faut développer aux Etats-Unis un large mouvement anti-communiste. Et les communistes américains sont désignés comme « responsables de la mort de nos GI'S en Corée ». Un prétexte, pour faire faire un procès exemplaire : l'Union Soviétique possède la bombe atomique. Selon l'impérialisme US, elle n'a pu avoir le procédé de fabrication qu'en espionnant les USA.

Pour le prouver, le FBI n'aura qu'à fabriquer des témoins ; et comme toutes les polices bourgeoises, le FBI utilise les moyens de pression : le FBI et la « justice » oublieront que le minable David Greenglass a volé

de l'uranium, s'il sert de témoin à charge contre son « chef de réseau » Julius Rosenberg. La formidable machination montée par le FBI et la « justice » s'embarrasse peu des faits ; pour prouver que les Rosenberg sont communistes, une pièce à conviction : le tronc qui leur a servi en 1937 à collecter pour les républicains espagnols ! Le FBI fournit à Greenglass, en prison, quelques livres lui permettant de fabriquer une pièce à conviction : le rapport sur la fabrication de la bombe atomique qu'il aurait reconstitué « de mémoire », lui qui n'a pas la moindre notion de physique nucléaire, etc... Le FBI fabrique les témoins, et les pièces à conviction, la justice juge les Rosenberg coupables et la presse bourgeoise approuve. La presse qui joue admirablement son rôle : développer une intense campagne d'intoxication sans laquelle le procès Rosenberg n'aurait pas d'intérêt pour la bourgeoisie US.

Cette campagne de presse, une regrettable et occasionnelle manifestation d'« intolérance » ? Pratiquant une grossière falsification de la réalité, déformant les propres déclarations des Rosenberg, de leur avocat, des témoins, des voisins etc... la presse de la bourgeoisie ne fait qu'accomplir sa tâche quotidienne. Cette façon dont la presse bourgeoise fabrique l'information ressemble très exactement à ce qu'elle ne cesse de faire sur les luttes de la classe ouvrière et des peuples dans le monde. Récemment et actuellement encore : la libération du Vietnam, du Cambodge.

L'inévitable Léon Zitron, présentant le journal télévisé à la suite de la première partie de l'émission n'hésita pas à saluer cette « admirable dramatique » avant de déverser ses « informations » à la manière de la formidable campagne d'intoxication développée par la presse bourgeoise, il y a peu de temps, sur le sort des réfugiés à l'ambassade de France à Phnom Penh.

